

Une balance sans mesure

HENRY MINTZBERG. PRÉFACE DE JEAN-MARTIN AUSSANT,
*Rééquilibrer la société. Pour un renouvellement radical
au-delà de la gauche, de la droite et du centre*, Montréal,
Éditions Somme Toute, 2016 [2014], 152 pages

Gabriel Arsenault

Volume 11, numéro 2, printemps 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85165ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Arsenault, G. (2017). Compte rendu de [Une balance sans mesure / HENRY MINTZBERG. PRÉFACE DE JEAN-MARTIN AUSSANT, *Rééquilibrer la société. Pour un renouvellement radical au-delà de la gauche, de la droite et du centre*, Montréal, Éditions Somme Toute, 2016 [2014], 152 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 11(2), 35–36.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

UNE BALANCE SANS MESURE

Gabriel Arsenault

Professeur adjoint en science politique, Université de Moncton

HENRY MINTZBERG. PRÉFACE DE JEAN-MARTIN AUSSANT. **RÉÉQUILIBRER LA SOCIÉTÉ. POUR UN RENOUVELLEMENT RADICAL AU-DELÀ DE LA GAUCHE, DE LA DROITE ET DU CENTRE**. Montréal, Éditions Somme Toute, 2016 [2014], 152 pages

Professeur de management à l'Université McGill depuis les années 1960, Henry Mintzberg signe ici un premier manifeste politique.

Clarifions immédiatement qu'il n'y est pas question du Québec. Le manifeste ne s'adresse pas à une société en particulier et ses références sont presque exclusivement américaines. On sent quand même une signature canadienne, notamment quand il « rappelle » que le Canada est une société plus équilibrée que la société américaine (nous y reviendrons), mais l'ouvrage ne fait aucune allusion à la société québécoise.

Le lectorat de la traduction française risque toutefois d'être essentiellement québécois. Et son influence, plus grande au Québec qu'ailleurs. On notera ainsi que le directeur du Chantier de l'économie sociale du Québec, Jean-Martin Aussant, endosse généreusement l'ouvrage dans sa préface.

La thèse de *Rééquilibrer la société* se décline en trois propositions centrales : (i) dans une bonne société, il y a un « équilibre » entre les secteurs privé, public et pluriel (ce dernier recouvrant notamment les coopératives et les associations, n'étant contrôlé ni par l'État ni par des investisseurs privés); (ii) depuis les années 1990, nos sociétés sont déséquilibrées parce que le secteur privé y occupe une place excessive; (iii) pour rééquilibrer nos sociétés, le secteur pluriel doit prendre de l'expansion.

A priori, ces trois propositions sont plausibles. Mais elles s'avèrent si peu claires qu'on ne saurait les appuyer.

D'abord, on ne sait trop comment interpréter « l'équilibre » entre les trois secteurs – les trois « P ». L'ouvrage se limite à des considérations superficielles. L'équilibre aurait ainsi une dimension quantitative et qualitative. Sur le plan quantitatif, l'auteur nous dit qu'il est important que chaque secteur ne prenne pas « trop de place ». Dans les sociétés communistes, selon Mintzberg, le secteur public prenait une place excessive; aujourd'hui, c'est le secteur privé qui occuperait une place excessive dans les sociétés capitalistes. Sur le plan qualitatif,

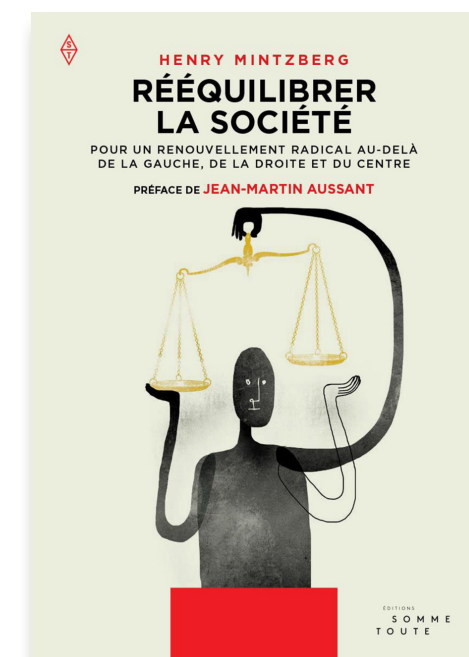
l'auteur insiste pour que chaque secteur s'acquitte de son rôle dans un « esprit d'équilibre » (p. 89). Le secteur privé doit favoriser les entreprises socialement responsables et éviter de sombrer dans le capitalisme prédateur; le secteur public doit soutenir une démocratie engagée et éviter la corruption du despotisme d'État; le secteur pluriel doit demeurer attaché à l'inclusion plurielle et ne pas succomber au populisme exclusif. Qui peut être contre ?

Mintzberg ne précise pas comment on « reconnaît » concrètement une société équilibrée. Sur quelles bases évalue-t-on l'équilibre d'une société? [...] Nous en concluons que l'innovation de l'ouvrage se situe au niveau du marketing plutôt que de la pensée politique.

Bien que l'on comprenne vaguement que l'auteur ait en tête la littérature en science économique sur les défaillances du marché (*market failures*), du gouvernement (*government failures*) et du secteur à but non lucratif (*voluntary failures*), Mintzberg ne précise pas comment on « reconnaît » concrètement une société équilibrée. Sur quelles bases évalue-t-on l'équilibre d'une société? Comment « sait-on », par exemple, que des pays comme l'Allemagne et le Canada étaient encore relativement équilibrés en 1989 (p. 25)? Le livre ne contient pas de réponse à ces questions. Nous en concluons que l'innovation de l'ouvrage se situe au niveau du marketing plutôt que de la pensée politique.

Pour un lecteur de gauche, l'idée selon laquelle le secteur privé occupe aujourd'hui trop de place est intuitive. Mais encore là, l'affirmation est lancée sans véritable justification. L'auteur déplore ici des phénomènes comme les baisses d'impôt sur le revenu des entreprises, l'évasion fiscale, la dérégulation, la montée des inégalités, mais sans chiffre et de façon très impressionniste. De toute évidence, le lecteur « savait déjà » que le secteur privé prenait trop de place.

L'idée « nouvelle » du livre est qu'on doit répondre au déséquilibre post-1989 induit par la croissance démesurée du secteur privé par une revalorisation du secteur pluriel. A priori, la conclusion n'apparaît pas évidente. On aurait pu penser que l'équilibre (des années 1980) serait à retrouver dans une revalorisation des secteurs pluriel et public. Étrangement, Mintzberg n'explique pas vraiment pourquoi il privilégie unique-



ment le secteur pluriel. Il se contente du slogan selon lequel « les gouvernements ne sont pas agiles face à la complexité » (p. 72), ce qui nous semble plutôt simpliste.

Le manque de clarté dans l'analyse n'est pas le seul défaut de l'ouvrage. Parfois, l'auteur erre d'une façon qui nous semble assez claire. Par exemple, comme l'indique son sous-titre, le manifeste cherche à se positionner au-delà de la gauche et de la droite (et du centre). Un tel positionnement surprend : puisqu'il est choqué par la montée des inégalités et par l'économisme ambiant, nous aurions pensé qu'il se serait réclamé de la gauche. Mais non. S'appuyant sur un article du chroniqueur (conservateur) du *New York Times*, David Brooks, Mintzberg conçoit la gauche comme revendiquant une place toujours plus grande pour le secteur public et la droite comme revendiquant une place toujours plus grande pour le secteur privé. Revendiquant pour sa part une place plus grande pour le secteur « pluriel », il ne serait donc ni de gauche ni de droite (ni de centre).

Le raisonnement est cohérent, mais la prémisse est complètement erronée. Sans surprise, il y a une vaste littérature en sciences sociales sur la gauche et la droite. Les chercheurs de gauche et de droite ne s'entendent pas tout à fait sur la meilleure façon de définir ces concepts, mais dans aucun cas on ne définit la gauche comme une adhésion inconditionnelle au secteur public et la droite comme une adhésion inconditionnelle au secteur privé. S'il y a un consensus au sein de cette littérature, c'est bien que les différences entre la gauche et la droite reposent sur des différences de valeurs. Au-delà des différents « secteurs » de l'économie, la droite a un attachement particulier à des valeurs comme la loyauté à la tradition, le respect de l'autorité et le mérite personnel, alors que la gauche est surtout attachée à des valeurs comme l'égalité et la compassion.

suite de la page 35

Le secteur pluriel ne se situe pas fondamentalement au-delà de la gauche et de la droite. On peut faire une défense de gauche ou de droite du secteur pluriel, au nom de certaines valeurs. Dans ce manifeste, de façon certes timide, Mintzberg défend en réalité le secteur pluriel dans une perspective de gauche puisqu'il le fait au nom de valeurs constitutives de la gauche, à savoir l'égalité et l'inclusion sociale.

L'erreur n'est pas innocente. Il y a un attrait rhétorique évident à prétendre dépasser le clivage gauche-droite. La gauche et la droite ne s'entendent pas. Choisir la gauche, c'est s'aliéner la droite; choisir la droite, c'est s'aliéner la gauche; et choisir le centre, c'est s'aliéner les extrêmes de la gauche et de la droite. C'est très embêtant. Dans un tel contexte, il est tentant de vouloir se projeter dans un monde fantasmé au-delà de la gauche et de la droite qui serait plus propice au consensus entre les hommes.

LINO ZAMBITO LE TÉMOIN

Montréal, Les éditions de l'homme, 2016, 245 pages

Au Québec, tout le monde connaît Lino Zambito, sans conteste le témoin vedette de ladite commission Charbonneau. Son témoignage sur toutes les «magouilles» entourant l'octroi des contrats publics dans la construction a certainement constitué à l'époque le feuilleton le plus suivi dans les médias. Pour le contenu certes, mais aussi pour la forme. Il crevait l'écran Lino, toute une personnalité. Et ça ressort dans son livre, *Le témoin*.

L'idée de l'ouvrage, c'est de donner sa «propre version des faits», sa propre vérité sur les événements qu'il a vécus. Ces événements, ce ne sont pas seulement ceux révélés dans son témoignage devant la juge Charbonneau, mais aussi les condamnations pour fraude, complot et corruption dans la municipalité de Boisbriand, au nord de Montréal, pour lesquelles il a écopé de deux ans de travaux dans la communauté. Du même coup, l'entrepreneur en construction déballe ses accointances avec le Parti libéral du Québec, via le financement de celui-ci. Et là, il en a gros à raconter.

Oui, bien sûr, Zambito déclare avoir participé au financement des trois principaux partis politiques québécois, mais il mentionne aussi que c'est le Parti libéral qui a bénéficié, et de loin, de son «expérience» et de ses deniers. Il ne dit pas un mot sur les autres partis. L'ancienne ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, semble être sa «libérale» préférée; il lui consacre tout un chapitre. Le témoin est plaisant à lire; ceux et celles qui aiment les biographies, les «success story» d'immigrants italiens, voire les romans policiers, apprécieront. Évidemment, c'est la version de Lino, peut-être un brin romancée, sous la plume d'un «plumitif», Serge Rivest, nous dit-on.

Zambito nous raconte sa famille, son père, son enfance. On apprend que les Zambito et les Rizzuto sont très liés. Le père Zambito est marié avec une fille Rizzuto. Il est d'ailleurs toujours membre du conseil d'administration de Placements Rizzuto, dont la présidente est Mélina Rizzuto, fille de Pietro Rizzuto, ancien sénateur et organisateur du Parti libéral. On est tout de suite en terrain familier et les «tontons» Rizzuto prennent une grande place dans la vie de Lino, et dans son «essai». La Ville de Laval est le terrain de jeu favori de tout ce monde. À la différence de la grande majorité des Italiens montréalais arrivés après guerre, Lino Zambito se francise résolument, à travers le collègue Brébeuf. Ses études de droit ne menant à rien, il se lance en affaire et rapidement gagne du galon, surtout dans la région de Boisbriand où il s'installe en 1998, et grâce à Infrabec son entreprise.

Les contrats pleuvent, toujours à la suite de soumissions «loyales», selon lui. C'est un personnage, Zambito, une forte personnalité, comme on dit. Il prend rapidement beaucoup de place auprès de l'administration de Boisbriand, trop peut-être. Et là, les ennuis déboulent. On le soupçonne d'être impliqué dans le gonflement des coûts d'un projet d'usine d'épuration des eaux. Pire encore, il se trouve coincé entre deux candidates à la mairie de la municipalité. Il est même accusé d'avoir truqué les élections. Il nie

Se «libérer» de la gauche ne vient toutefois pas qu'avec des avantages. En se dissociant de la gauche, les groupes communautaires et les entreprises d'économie sociale constitutives dudit secteur pluriel québécois brouilleraient leurs repères et risqueraient de perdre une bonne partie de leurs forces vives. Pour ces acteurs, les gains de se projeter au-delà de la droite et de la gauche nous semblent assez illusoires.

En somme, Mintzberg nous livre ici un manifeste assez inodore et incolore. Il contient peu de contenu intellectuel et peu de mordant politique. Nostalgique des années 1980, ce manifeste traduit de l'anglais ne s'adresse à aucune société particulière, se dissocie aussi bien de la gauche que de la droite et fonde ses espoirs sur un «secteur» abstrait conceptualisé à l'université plutôt que par les acteurs eux-mêmes. ♦



farouchement et dit n'avoir joué qu'un rôle d'intermédiaire entre les deux équipes. Il affirme avoir été victime d'un «coup monté» par la bande de Marlène Cortado, qui fut élue mairesse, malgré les graves soupçons qui pesaient sur elle. Lino soutient que les enquêteurs de l'UPAC n'ont pas voulu entendre sa version des faits; les journalistes non plus.

Quant au gouvernement Charest, il lui aurait fait un «job de bras» afin de calmer l'opinion. Il faut admettre que Zambito est plutôt convaincant dans son plaidoyer. Finalement, après une saga judiciaire qui a duré plusieurs années, et à la demande de ses deux enfants les plus âgés, il plaide coupable moyennant une sentence de deux ans moins un jour à purger dans la collectivité.

L'homme d'affaires italo-québécois nous entretient évidemment aussi de la commission Charbonneau et du rôle qu'il y a joué. Il critique les lacunes et les insuffisances de cette commission, mais il reconnaît qu'elle a fait de lui une vedette, haïe par les uns, adulée par les autres. Tout ça lui aura coûté cher: un divorce et la faillite de son entreprise. C'est certainement pour régler ses comptes avec les libéraux, qui l'auraient laissé tomber, qu'il évoque son «expérience» – assez longue et diversifiée – en matière de financement des partis politiques. En apparence il n'était pas sélectif, il arrosait partout: PLQ, PQ, Action démocratique. Mais, il le reconnaît lui-même: «bien sûr, c'est de loin au PLQ [...] que j'ai le plus souvent contribué». Et en termes de financement, c'était une grosse pointure, celui qu'il fallait avoir partout.

Les deux chapitres qu'il consacre à ce thème sont édifiants; l'on réalise vraiment que les autres partis de l'Assemblée nationale sont des amateurs en ce qui concerne la collecte de fonds. Toute la faune libérale défile dans les confessions de Zambito: Nathalie Normandeau, bien sûr, Marc-Yvan Côté, Violette Trépanier, Michelle Courchesne, Line Beauchamp, Pierre Bibeau, etc. Zambito est devenu l'un des organisateurs de cocktails de financement les plus recherchés. Son influence au sein du Parti libéral s'accrut proportionnellement: «Voilà un résultat direct du financement politique: l'influence. Vous appelez le chef de cabinet de la ministre et vous obtenez un rendez-vous dans les 24 heures» (p. 200).

Malheureusement pour lui, le 15 octobre 2009 l'émission *Enquête* de Radio-Canada se penche sur les allégations de fraude et de corruption à Boisbriand. L'influence de Lino Zambito au sein de la famille libérale va alors radicalement fondre. Comme il le dit lui-même: le vide s'est fait autour de lui, il était devenu le pestiféré que plus personne ne connaissait. On comprend sa rancœur...

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques